





Numéro 3 – Octobre 2019

## Sommaire

- Un Caillou dans la chaussure coloniale !
- Communiqué unitaire, en solidarité avec le peuple kanak, dénonçant les obstacles au processus de décolonisation
- Comité des signataires

## Un Caillou dans la chaussure coloniale !

Cinquante ans après la prise de possession de la Nouvelle-Calédonie par la France, le pasteur protestant et ethnologue Maurice Loehardt débarque en 1962 sur le Caillou. Le maire de Nouméa lui demande : « Que venez-vous faire ici ? Dans dix ans il n'y aura plus un seul Kanak ! » En effet d'une population estimée à environ 55 000 individus en 1853, il n'en reste que la moitié, 27 000 ! Et le pouvoir colonial escamotait que la question kanak « se règle d'elle-même », enfin pas vraiment sur fond de massacres, de maladies, de désespoirs. A l'époque des « événements » des années 80, la nation kanak comptait environ 60 000 âmes ; aujourd'hui elle compte plus de 100 000 personnes, et fières de l'être, quelle victoire en soi !

**Devant le danger du « réveil kanak » des années 60-70, la politique de peuplement est relancée par la fameuse circulaire Messmer de 1972 déclarant que « à long terme, la revendication nationaliste autochtone ne sera évitée que si les communautés non originaires du Pacifique représentent une masse démographique majoritaire ».** Cela a certes abouti à ce que les Kanak ne représentent plus que 39 % de la population totale du Territoire, mais forts d'une revendication indépendantiste depuis 1977. Le projet était de pouvoir piéger les Kanak par un soi-disant référendum d'autodétermination où, dans le cadre d'un corps électoral sans cesse remanié les votants du peuple premier allaient se retrouver minoritaires vis-à-vis des votants non-kanak. Et les tenants du statu quo colonial espéraient que le rejet massif de la souveraineté lors de ce référendum allait en « purger » définitivement la revendication.

Mais avec les maigres 56 % du rejet de la souveraineté, les anti-indépendantistes se sont retrouvés avec la parole de bois sans même avoir pu faire la fête. Alors que certains comme Philippe Gornès déclarait que le 4 novembre allait enfin aboutir la prise de possession autoritaire de 1853 « en présence française démocratiquement choisie », d'autres se préparaient à demander le retrait de la Nouvelle-Calédonie de la liste des territoires à décoloniser de l'ONU.

Las ! Avec les 43 % de votes pour la souveraineté, comprenant aussi l'apport en progression de voix d'autres communautés, la nation kanak - majoritairement représentée par les différentes composantes du FLNKS - s'est rappelée à leur bon souvenir avec éclat, y compris par une mobilisation de sa jeunesse qui en a surpris jusqu'aux dirigeants indépendantistes qui l'avaient par trop abandonnée, tout à leurs activités institutionnelles éloignées de la base. D'autant que, dans le monde kanak, on y vote pour la communauté avant de voter pour soi. Et ce sont les perdants qui ont fêté leur « défaite glorieuse », car le vote massif du peuple colonisé pour son autodétermination se lit à l'intérieur des résultats du référendum d'autodétermination des « citoyens calédoniens » (au sens des populations durablement établies sur le Territoire de l'Accord de Nouméa). Et la nation kanak se retrouve dans la meilleure position possible pour affronter la 2<sup>e</sup> mi-temps en 2020, voire d'éventuelles prolongations en 2022. A charge pour le mouvement indépendantiste d'utiliser la longue pause pour retrouver les chemins de l'unité avec ses éléments les plus radicaux à la fois socialement comme l'USTIKE-PT et culturellement comme les « autochtonistes » rappelant utilement aux uns comme aux autres que « le développement n'est que l'occidentalisation du monde », et qu'une voie kanak doit rester vivante. Ces bons résultats de 1<sup>er</sup> mi-temps obligent le mouvement à se reconstruire sur les problèmes économiques et sociaux et sur la jeunesse, tout en accentuant son ouverture aux autres communautés, de façon à transformer l'essai à la 2<sup>e</sup> mi-temps. Certes les indépendantistes risquent d'être obligés de rassurer les autres communautés en s'engageant sur des relations maintes fois avec la France au grand dam des anticolonialistes purs et durs. Deux ou quatre ans pour gagner les 48 000 voix d'écart n'est pas un objectif impossible à partir des réserves du camp kanak lui-même, des croisés océaniques, des jeunes des autres communautés, et de l'absence d'alternative en face si ce n'est le statu quo colonial plus ou moins déguisé.

Sommaire

- Un Caillou dans la chaussure coloniale !
- Communiqué unitaire, en solidarité avec le peuple kanak, dénonçant les obstacles au processus de décolonisation
- Comité des signataires

## Un Caillou dans la chaussure coloniale !

Cinquante ans après la prise de possession de la Nouvelle-Calédonie par la France, le pasteur protestant et ethnologue Maurice Leenhardt débarque en 1902 sur le Caillou. Le maire de Nouméa lui demande : « Que venez-vous faire ici ? Dans dix ans il n'y aura plus un seul Kanak ! » En effet d'une population estimée à environ 55 000 individus en 1853, il n'en reste que la moitié, 27 000 ! Et le pouvoir colonial escomptait que la question kanak « se règle d'elle-même », enfin pas vraiment sur fond de massacres, de maladies, de désespoirs. A l'époque des « événements » des années 80, la nation kanak comptait environ 60 000 âmes ; aujourd'hui elle compte plus de 100 000 personnes, et fières de l'être, quelle victoire en soi !

**Devant le danger du « réveil kanak » des années 60-70, la politique de peuplement est relancée par la fameuse circulaire Messmer de 1972 déclarant que « à long terme, la revendication nationaliste autochtone ne sera évitée que si les communautés non originaires du Pacifique représentent une masse démographique majoritaire ».** Cela a certes abouti à ce que les Kanak ne représentent plus que 39 % de la population totale du Territoire, mais furtifs d'une revendication indépendantiste depuis 1977. Le projet était de pouvoir piéger les Kanak par un sol-disant référendum d'autodétermination où, dans le cadre d'un corps électoral sans cesse remanié les votants du peuple premier allaient se retrouver minoritaires vis-à-vis des votants non-kanak. Et les tenants du statu quo colonial espéraient que le rejet massif de la souveraineté lors de ce référendum allait en « purger » définitivement la revendication.

Mais avec les maigres 56 % du rejet de la souveraineté, les anti-indépendantistes se sont retrouvés avec la gueule de bois sans même avoir pu faire la fête. Alors que certains comme Philippe Gornès déclarait que le 4 novembre allait enfin absoudre la prise de possession autoritaire de 1853 « en présence française démocratiquement choisie », d'autres se préparaient à demander le retrait de la Nouvelle-Calédonie de la liste des territoires à décoloniser de l'ONU.

Las ! Avec les 43 % de votes pour la souveraineté, comprenant aussi l'apport en progression de voix d'autres communautés, la nation kanak - majoritairement représentée par les différentes co-composantes du FLNKS - s'est rappelée à leur bon souvenir avec éclat, y compris par une mobilisation de sa jeunesse qui en a surpris jusqu'aux dirigeants indépendantistes qui l'avaient par trop abandonnée, tout à leurs activités institutionnelles éloignées de la base. D'autant que, dans le monde kanak, on y vote pour la communauté avant de voter pour soi. Et ce sont les perdants qui ont fêté leur « défaite glorieuse », car le vote massif du peuple colonisé pour son autodétermination se lit à l'intérieur des résultats du référendum d'autodétermination des « citoyens calédoniens » (au sens des populations durablement établies sur le Territoire de l'Accord de Nouméa). Et la nation kanak se retrouve dans la meilleure position possible pour affronter la 2<sup>e</sup> mi-temps en 2020, voire d'éventuelles prolongations en 2022. A charge pour le mouvement indépendantiste d'utiliser la longue pause pour retrouver les chemins de l'unité avec ses éléments les plus radicaux à la fois socialement comme l'USTKE-PT et culturellement comme les « autochtonistes » rappelant utilement aux uns comme aux autres que « le développement n'est que l'occidentalisation du monde », et qu'une voie kanak doit rester vivante. Ces bons résultats de 1<sup>ère</sup> mi-temps obligent le mouvement à se recentrer sur les problèmes économiques et sociaux et sur la jeunesse, tout en accentuant son ouverture aux autres communautés, de façon à transformer l'essai à la 2<sup>e</sup> mi-temps. Certes les indépendantistes risquent d'être obligés de rassurer les autres communautés en s'engageant sur des relations maintenues avec la France au grand dam des anticolonialistes purs et durs. Deux ou quatre ans pour gagner les 18 000 voix d'écart n'est pas un objectif impossible à partir des réserves du camp kanak lui-même, des cousins océaniens, des jeunes des autres communautés, et de l'absence d'alternative en face si ce n'est le statu quo colonial plus ou moins déguisé.

- Emplacement : réINVENTER le syndicalisme > A l'international > Actualités internationales >
- Adresse de cet article :  
<https://solidaires.org/Solidarite-Kanaky-no3>